

Questions orales

[Traduction]

M. Allmand: J'aimerais examiner toute la question après avoir consulté les autorités.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PÉTROLE—LA PART DE PRIVATIONS DU CANADA EN CAS DE PÉNURIE MONDIALE—LES VUES DU MINISTRE

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a dit que le Canada devait se montrer bon citoyen du monde en acceptant sa part de privations à cause de la pénurie de pétrole dans le monde. En l'occurrence, de combien de pétrole exactement le Canada devrait-il manquer pour se montrer bon citoyen du monde, selon la définition du ministre?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je crois que tout dépend des circonstances, mais j'espère que l'idée générale que j'ai avancée sera acceptée même par l'opposition officielle. En somme, dans des conditions données, en tant que citoyen du monde, nous devrions assumer la responsabilité collective d'aider les pays qui sont encore plus mal partagés que nous.

M. Balfour: Selon la définition du ministre du citoyen du monde, est-il permis de prendre des options pour acheter au comptant des produits pétroliers un peu partout dans le monde, faisant ainsi concurrence aux pays déjà aux prises avec une pénurie de fuel...

● (1140)

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se rend sûrement compte qu'il présente un argument et qu'il ne pose nullement une question.

LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LA POSSIBILITÉ D'UNE AUGMENTATION EN JANVIER—LE PROJET DE SYNCRUDE POUR LA MISE EN VALEUR DES SABLES BITUMINEUX

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au ministre des Finances. On a déposé aujourd'hui une motion relative aux voies et moyens touchant la surtaxe. Des rumeurs veulent que la surtaxe de \$1.90 le baril soit augmentée en janvier. Je me demande si le ministre des Finances ou le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a des observations à faire là-dessus.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, aucune décision n'a encore été prise sur ce que nous ferons en janvier, ni pour l'imposition ni pour rien d'autre. Le député est peut-être au courant des entretiens qui se sont déroulés avec des ministres de l'Alberta à ce sujet. Ces entretiens se poursuivront.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire qui fait suite à la question du député de York-Sud au sujet des prix à la consommation.

[M. Caouette (Charlevoix).]

Je note que, dans l'avis de motion relative aux voies et moyens, les mélanges d'hydrocarbures seront également sujets à la taxe imposée sur les sables bitumineux. Étant donné que l'offre a une forte incidence sur les prix, le ministre entend-il appliquer cette taxe, pour ce qui est du projet Syncrude, et appliquer toutes les autres mesures analogues à cette taxe—et qu'on ne connaît pas parce qu'on ne réussit à arracher du gouvernement aucun renseignement sur ce qu'il entend faire—au pétrole extrait de ces sables bitumineux comme au pétrole d'autres sources, ce qui diminuera les approvisionnements?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, l'application de la loi est générale. Je rappelle au député que, sauf erreur, le projet Syncrude ne sera mis en œuvre qu'en 1977; quelle que soit la taxe à cette époque, je pense que cela sera prévu dans l'ensemble de la législation fiscale.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Calgary-Nord aura la parole dès que le ministre aura répondu. Je croyais que le ministre avait terminé sa réponse et je lui fais mes excuses, mais j'espère que les députés voudront bien limiter le nombre de leurs questions supplémentaires.

M. Macdonald (Rosedale): Un mot seulement pour terminer, monsieur l'Orateur. Bien entendu, la portée de la taxe d'exportation de décembre 1973 n'a rien à voir avec le projet de la Syncrude puisqu'il sera réalisé seulement dans bien des années.

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN OLÉODUC VERS MONTRÉAL—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné qu'une demande a été faite, je crois, par l'Interprovincial Pipe Lines Company au sujet du pipe-line vers Montréal, le ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance qu'avant de prendre une décision on présentera les faits à la Chambre, tels le coût estimatif, les noms des investisseurs, la quantité d'acier disponible—car le ministre du Commerce prétend qu'il y a pénurie—de sorte que le Parlement sache à quoi s'en tenir et que le peuple canadien sache que le gouvernement actuel ne bluffe pas à propos d'un projet annoncé déjà trois ou quatre fois.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le député sait peut-être qu'en ce qui a trait à la construction de pipe-lines au Canada, le Parlement a adopté une procédure devant l'Office national de l'énergie qui comporte une audience publique. J'ajouterais qu'on traitera de tous les aspects du pipe-line. On me dit, pour ce qui est de l'acier, qu'il y en aura assez pour permettre la construction du pipe-line.

LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES À TITRE DE SERVICE D'UTILITÉ PUBLIQUE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le gouvernement a-t-il sérieusement songé avec les provinces productrices à exploiter toutes les futures ressources énergétiques au pays à titre de service d'utilité publique et comme propriété de l'État?